

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Promotion de la paix : le Gabon et le système des Nations unies main dans la main

J.K.M  
Libreville/Gabon

EN signant, dernièrement, un accord de partenariat pour la mise en œuvre du projet dénommé, "les jeunes, tisserands de la paix dans les régions transfrontalières du Gabon, Cameroun et Tchad", avec le Coordinateur résident du Système des Nations unies, Stephen Jackson, le ministre de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement des territoires, Mathias Otounga Ossibadjou, a réaffirmé l'ambition de notre pays d'œuvrer, comme toujours, pour la consolidation de la paix sur le continent et dans la sous-région. D'autant que, a relevé le diplomate onusien, "à travers cet accord, le Gabon va bénéficier des financements généralement réservés aux pays en conflit ou post-conflit. Ce qui lui permettra de préserver ce climat de paix à travers, entre autres, des activités de prévention de conflits prévues dans le projet".

De manière concrète, doté d'un financement d'un peu plus de deux milliards de nos francs, le projet, étalé sur une période de 24 mois, vise la création d'un réseau de 1 800 jeunes âgés de

18 à 35 ans, en vue de contribuer à la consolidation et la préservation de la paix dans les régions transfrontalières des trois pays susmentionnés. De fait, ces "tisserands", comprenant le même nombre d'hommes que de femmes, devraient notamment jouer un rôle actif auprès des autorités locales et au sein des communautés. Avec ceci de particulier qu'il s'agira également pour eux, de s'impliquer dans la lutte contre toute forme de trafic illicite et de criminalité transfrontalière.



Le ministre Mathias Otounga Ossibadjou (d) et Stephen Jackson en train de parapher l'accord.

## Les préoccupations des populations de l'Estuaire recensées par le CESE

M.A.M  
Libreville/Gabon.

DEPUIS quelques jours, Fabrice Moret, le conseiller représentant les collectivités locales de l'Estuaire au sein du Conseil économique, social et environnemental (CESE) conduit une délégation de cette institution dans les différents départements de ladite province. Ce dernier et les membres de sa délégation ont été mandatés par cet organisme pour recueillir

les besoins et autres attentes des populations de cette partie du Gabon. Une "mission constitutionnelle" qu'ils ont décidé de mener avec sérieux.

Pour cela, Fabrice Moret et les siens sont allés, dans un premier temps, présenter au gouverneur de la province de l'Estuaire, Marie Françoise Dikoumba, l'objectif et le chronogramme de leur périple. Après ces civilités d'usage, les départements du Komo-Mondah (Ntoum), du Komo-Kango (Kango) et de la

Noya (Cocobeach) ont constitué les premières étapes de cette tournée.

Au menu des rencontres : échanges avec les différents préfets des départements, les responsables administratifs, les auxiliaires de commandement, les opérateurs économiques et les populations. Toute chose qui aura permis au conseiller membre et sa délégation de se faire une idée des besoins et autres attentes de chaque contrée. Dans l'ensemble, les préoccupa-

tions recensées sont quasiment les mêmes. A savoir la route, l'eau, l'électricité, l'insécurité, le chômage, etc.

Soulignons que le département du Komo-Océan (Ndzomoé) constituera la boucle de cette mission.

Le Conseil économique, social et environnemental étant une institution qui n'émet que des avis et recommandations, le rapport de cette mission sera transmis à l'Exécutif.

## Tribune des partis politiques "Silence coupable" ?

DEPUIS quelques jours, le trésorier du Parti social-démocrate (PSD), Biendi Maganga Moussavou, par ailleurs ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Alimentation, est sous les feux des projecteurs. Et pour cause, le fils de la tête de file du PSD, Pierre-Claver Maganga Moussavou, a été reçu en fin de semaine écoulée par Emmanuel Biye, secrétaire national du Parti démocratique gabonais (PDG), chargé des Affaires économiques, commerciales, financières et de l'Animation de la politique de la province de la Ngounié.

Jusqu'à rien d'anormal. Vu que les acteurs politiques peuvent et doivent même se côtoyer allègrement, et ce, quels que soient leurs bords respectifs. Toutefois, la surprise générale réside dans l'économie de ladite rencontre rendue publique sur la page Facebook du parti au

pouvoir. Selon cette formation politique, les organes du "rouleau compresseur" et leur fonctionnement ont été présentés à cet hôte, jusque-là trésorier du PSD.

Point besoin d'être demiurge pour assimiler ladite rencontre à un rapprochement, voire un revirement à 360 degrés. C'est du moins l'avis de plusieurs observateurs du landerneau politique gabonais. Un pseudo-suspense exacerbé par l'omerta, sciemment cultivée par le PSD, le concerné y compris. Une attitude plutôt incompréhensible quand on connaît la verve de l'ancien vice-président de la République, par ailleurs leader du PSD. Même son de cloche du côté de la formation politique du "Distingué camarade président". Pourquoi faire un mystère autour de cette démission du PSD ou de cette adhésion au PDG (c'est selon) ?

Ce silence bruyant de paroles, pour reprendre l'oxymore bien connu, suscite plus la controverse qu'autre chose. Pour mettre un terme aux actuelles allégations, il serait de bon aloi qu'aussi bien le PDG que le PSD se prononcent clairement pour trancher le débat. En réalité, la prolongation en cours donne l'impression d'un "deal" pas encore conclu ou du refus de Biendi Maganga Moussavou d'assumer sa nouvelle posture politique, supposée ou avérée. Dans tous les cas, Biendi Maganga Moussavou et le PDG ne pourront pas entretenir, éternellement, le suspense du moment.

Yannick Franz IGOHO